

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES COLLECTIVITES
ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE DE L'ECONOMIE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° PREF-DCPP-SEE-2014-0500
du 23 décembre 2014

**mettant en demeure la SA CARRIERES MEN ARVOR de se conformer aux
dispositions relatives à la cessation d'activité et au réaménagement de la carrière sise
sur le territoire de la commune de MOLAY**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VUS ET CONSIDERANTS

- VU le titre VII du livre 1er du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU le titre I du livre V du code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances et notamment ses articles R.512-39-1 à R.512-39-3,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières et aux installations de 1^{er} traitement des matériaux de carrières notamment son article 5,
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DCLD-B1-1999-442 du 06 décembre 1999 autorisant Monsieur le Gérant de la SARL SECM à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de MOLAY et notamment ses articles 19 et 23,
- VU l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-2003-0066 du 11 février 2003 portant mutation de l'autorisation au profit de la SA CARRIERE MEN ARVOR,
- VU la déclaration de cessation définitive d'activité reçue en préfecture le 1er aout 2014,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 04 novembre 2011 suite à la visite du 27 octobre 2011,

VU le rapport de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 30 septembre 2014,

CONSIDERANT que l'autorisation d'exploiter cette carrière a été délivrée pour une durée de 15 ans, soit jusqu'au 6 décembre 2014,

CONSIDERANT que le mémoire de cessation d'activité ne précise pas l'usage futur pour l'ensemble des parcelles libérées,

CONSIDERANT que l'avis du maire sur l'usage futur des parcelles libérées n'est pas joint au mémoire de cessation d'activité,

CONSIDERANT en conséquence, que le mémoire de cessation d'activité n'est pas complet,

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 27 octobre 2011, l'inspection des installations classées a relevé que les bandes de protection de 10 mètres n'étaient pas respectées,

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a informé l'exploitant que le réaménagement devra être soigné et mené en concertation avec les exploitants voisins, notamment pour la remise en état des bandes de protection de 10 mètres et des merlons mitoyens et que leur avis tout comme l'avis du maire et des propriétaires seront à fournir dans la déclaration de cessation d'activité du site,

CONSIDERANT l'absence d'avis favorable des propriétaires des parcelles mitoyennes concernées par l'absence de bande de protection de 10 m,

CONSIDERANT ainsi que les dispositions de l'article 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité relatives aux distances limites ne sont pas respectées dans la mesure où la bande de protection de 10 m n'est pas remise en état,

CONSIDERANT que les plans topographiques fournis ne montrent pas la présence de l'ensemble des bornes délimitant le périmètre d'autorisation,

CONSIDERANT ainsi que les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières ne sont pas respectées dans la mesure où l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et que ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,

CONSIDERANT que le plan topographique annexé au mémoire de cessation d'activité concernant les parcelles ZE 88-90-91-92-93-94 et la photographie du site présentée en figure 7 dans le dossier fait apparaître un carreau nu,

CONSIDERANT que la photographie concernant les parcelles 219-222 incluse dans le dossier de cessation d'activité montre un terrain non revégétalisé, notamment à cause de l'absence de matériaux terreux,

CONSIDERANT de fait que les dispositions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité relatives à la remise en état ne sont pas respectées dans la mesure où après remblayage de l'excavation et nettoyage des terrains, de la terre végétale doit être régalée sur les zones remblayées et les parcelles sont ensuite revégétalisées,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement, de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et de l'article 23 de l'arrêté préfectoral n°DCLD-B1-1999-442 du 06 décembre 1999,

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CARRIERE MEN ARVOR,

SUR proposition de Madame La Secrétaire Générale de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} –

Le président de la SA CARRIERES MEN ARVOR est mis en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer, sous un délai d'un mois, sur le site de la carrière autorisée sur le territoire de la commune de MOLAY :

Aux dispositions de l'article R 512-39-1 à R 512-39-3 du code de l'environnement, en complétant le mémoire de la cessation d'activité :

- en définissant l'usage futur pour l'ensemble des parcelles,
- en joignant l'avis du maire sur l'usage futur des parcelles libérées,

Aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières :

- en complétant le bornage du périmètre autorisé et le plan topographique correspondant.

Aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté préfectoral n°DCLD-B1-1999-442 du 06 décembre 1999 relatives aux distances limites à respecter :

- en reconstituant la bande de protection de 10 m ou en joignant l'avis favorable des propriétaires des parcelles mitoyennes concernées par l'absence de bande de protection de 10 m et des merlons mitoyens.

Aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral n°DCLD-B1-1999-442 du 06 décembre 1999 relatives aux travaux de remise en état du site :

- en régalant de la terre végétale sur les parcelles ZE 88-90-91-92-93-94 et C 219-222.

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre en charge de l'environnement d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 4 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Yonne, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et le Responsable de l'unité territoriale Nièvre/Yonne de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié au président de la SA CARRIERES MEN ARVOR et dont copie sera adressée à :

- M. le Maire de MOLAY,
- M. le Responsable de l'unité territoriale Nièvre/Yonne de la DREAL,
- M. le Directeur Départemental des Territoires,

Auxerre, le 23 DEC. 2014

Pour le Préfet,
La Sous Préfète,
Secrétaire Générale

Marie-Thérèse DELAUNAY